



Le Très Haut Débit à Saint- Quentin-en-Yvelines

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines développe depuis plusieurs années une politique d'aménagement numérique de la totalité de son territoire, s'appuyant sur les principes et objectifs suivants :

- offrir un même accès aux services de communications électroniques à Très Haut Débit à tous les habitants, entreprises et bâtiments publics du territoire de manière péréquée pour éviter le développement d'une fracture numérique ;
- concentrer son action sur une solution d'accès combinant pérennité et évolutivité, la fibre optique de bout en bout - FTTH ;
- déployer une infrastructure garantissant un accès ouvert, neutre et interopérable, permettant le développement concurrentiel des offres de tout type de fournisseurs de services de communications électroniques FTTH (résidentiels et entreprises).

Cette orientation a été approuvée à l'unanimité du Conseil communautaire.

Conformément à la réglementation, la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a créé un "service public local" de l'accès en fibre optique FTTH, ainsi qu'un Etablissement Public Local, la Régie d'Exploitation de la Fibre Optique de Saint-Quentin-en-Yvelines ("REFOSQY"), opérateur déclaré auprès de l'ARCEP, ayant pour mission de construire et d'exploiter, en qualité d'opérateur d'opérateurs, le réseau FTTH "QuentioP".

PARTICULARITES GEOGRAPHIQUES DU TERRITOIRE

Saint-Quentin-en-Yvelines est, depuis sa création dans les années 1970, un des principaux pôles de développement de l'Île de France.

Située dans l'ouest de la Grande Couronne parisienne, sur un territoire d'une étendue similaire à celle de la Ville de Paris, avec plus de 150.000 habitants et plusieurs milliers d'entreprises dont de nombreuses PME, Saint-Quentin-en-Yvelines est un exemple de synergie territoriale combinant activités économiques innovantes et cadre de vie équilibré pour ses habitants.

Composée de sept communes, Saint-Quentin-en-Yvelines présente un profil d'urbanisation particulièrement diversifié, combinant ou imbriquant, au sein des communes et/ou des quartiers, des zones urbanisées verticales d'une densité variable, des zones pavillonnaires très étendues, des zones d'activités économiques (ZAE) insérées ou non dans le tissu urbain, ainsi qu'une part de zones rurales.

L'ensemble de ces caractéristiques a un impact très profond sur l'aménagement numérique du territoire pris dans sa globalité, nécessitant de bénéficier d'infrastructures supports déployées sur des distances non négligeables.

Les infrastructures de réseaux fixes de communications électroniques actuellement déployées sur le territoire ne permettent pas de répondre de manière appropriée à ces enjeux. Le réseau en terminaison coaxiale (HFC - câble), préempté par la Communauté d'agglomération, permet, après

la modernisation menée depuis la préemption, de toucher la quasi-totalité de la population, mais souffre d'une concurrence bridée, d'une absence (pourtant prévue) de desserte dans les ZAE, et d'un débit nécessairement partagé et limité. Le réseau permettant l'accès aux offres DSL est fortement contraint par les questions de distance et d'affaiblissement, limitant très fortement le bénéfice d'un débit exploitable autour des deux principaux NRA présents sur le territoire (sachant que des NRA hors Agglomération peuvent irriguer une part importante des constructions du territoire). Les réseaux "fibres" sont enfin essentiellement concentrés sur des offres entreprises, souscrites par les grands comptes, principalement dans la partie nord du territoire. Seule l'offre de collecte "Yvelines Numérique", initiée par le Conseil Général, s'efforce d'irriguer l'ensemble du territoire dans une logique d'aménagement, mais n'a pas d'impact direct en termes de desserte des habitants.

PRINCIPES DE DEPLOIEMENT DE QUENTIOP

La REFOSQY est chargée des missions de service public que sont la construction et l'exploitation, en qualité d'opérateur d'opérateurs, du réseau FTTH "Quentio" Elle doit s'efforcer de concilier les principes propres à un service d'intérêt économique général (SIEG) et ses contraintes propres d'opérateur déclaré à l'ARCEP en conformité avec l'article L 33-1 CPCE.

Les modes d'intervention de la REFOSQY doivent tenir compte du classement géographique opéré par l'ARCEP entre "Zone Très Dense - ZTD" (Guyancourt et Elancourt) et "en dehors des Zones Très Denses" (les 5 autres communes : Montigny le Bretonneux, Trappes en Yvelines, La Verrière, Voisins le Bretonneux et Magny les Hameaux). Malgré certaines interrogations sur la pertinence de cette césure et la complexité que cela engendre pour son domaine d'intervention, la REFOSQY respectera la classification nationale et ses conséquences dans ses aspects réglementaires, opérationnels et techniques.

Néanmoins, l'approche territoriale qui apparaît pertinente est celle de la Communauté d'agglomération.

D'abord du fait de l'existence du niveau de la Communauté d'agglomération, seul échelon administrativement pertinent pour le déploiement du Très Haut Débit du fait de son intégration poussée liée à des raisons historiques (Ville Nouvelle) et de la compétence centralisée à ce titre pour l'aménagement du territoire, le développement économique, la gestion d'une part essentielle du domaine public et les réseaux de communications électroniques.

Ensuite parce que l'enchevêtrement de l'urbanisation et des typologies de constructions rendent seules pertinentes des pavages à cette échelle, notamment en tenant compte de l'accès induit par le génie civil existant, ne respectant pas nécessairement les limites administratives.

La REFOSQY estime qu'une partie importante du territoire ne pourra que difficilement être raccordable aux réseaux des opérateurs, hormis peut être l'opérateur historique, sur un mode passif, ne serait ce que pour des raisons de saturation du génie civil sur certains tronçons et de difficultés pour installer les armoires nécessaires à la multiplication et le surdimensionnement des points de mutualisation.

A ce sujet, la REFOSQY juge qu'un dimensionnement de point de mutualisation devant tenir compte de possibilités d'alimentations électriques est un frein car le surcoût à l'installation n'est pas négligeable et peut s'avérer perdu si aucun opérateur tiers n'y est intéressé *in fine*. Il semble préférable qu'un opérateur ayant opté pour une technologie nécessitant des volumes importants, fasse son affaire d'obtenir les autorisations d'implantation et de raccordement éventuel au réseau électrique.

Conformément à l'objectif de fournir un accès vers tout point du territoire, la REFOSQY déploiera en tout état de cause un réseau PON activé sur standard Ethernet depuis un point central unique, permettant une livraison de services activés de type "bande passante IP" aux opérateurs de services présents et qui disposeront d'un espace mutualisé. Le déploiement d'un tel réseau garantira pour l'avenir un accès à tout type d'opérateurs n'ayant pas investi sur les accès passifs, ainsi qu'une solution d'accès alternative pour les habitants et les entreprises.

La REFOSQY proposera un pavage du territoire, propre à assurer une couverture exhaustive, en liaison avec la question du co-investissement en passif.